

L'ironie de la situation

■ Le gouvernement Michel aurait pu devenir une sorte de vitrine pour le confédéralisme de la N-VA. Seulement deux ans de pouvoir ont sapé les fondements de l'argumentaire du parti flamand. La majorité homogène flamande de centre-droit s'avère être un mythe.

DAVE SINARDET

Professeur
de sciences politiques
à la Vrije Universiteit
Brussel
et à l'Université
Saint-Louis Bruxelles.

Le PS avait l'habitude d'exiger la taxation des grosses fortunes lors de ses meetings et dans ses manifestes électoraux, mais rarement à la table de négociations. Au CD&V, ils font le contraire: pas de traces d'une taxation des plus-values à leurs congrès ou dans leurs programmes, mais, au sein du gouvernement, cette taxation devient soudain matière à ultimatum pour le parti.

Bien sûr, ce paradoxe s'explique aussi par le contexte. Le gouvernement Michel a pris une série de mesures d'économies difficiles à avaler pour l'arrière-ban syndical du CD&V, de telle sorte que le parti veut lui offrir une compensation (symbolique). Au même moment, les LuxLeaks et autres Panama Papers ont vu se développer un débat international sur une fiscalité plus juste. Par ailleurs, la taxation des plus-values sur actions proposées par le CD&V est budgétairement assez modeste.

Il est toutefois quand même étonnant de constater que le débat sur la taxation des grandes fortunes n'avait jamais autant avancé, en vingt-six ans de gouvernements avec les socialistes (francophones), que sous cet exécutif de droite. Et que, parallèlement, une série de mesures fétiches de la droite – comme la limitation dans le temps des allocations de chômage ou un nouveau saut d'index – restent toujours au frigo.

Cela démontre que le petit monde flamand de la rue de la Loi était tellement fixé sur le PS qu'il ne percevait plus les lignes de fracture qui traversent le pay-

sage politique du nord du pays. Combien de fois n'a-t-on pas répété que tout le monde en Flandre – ou au moins la majorité de droite – était d'accord sur la nécessité d'entreprendre certaines réformes et de s'abstenir de tout impôt nouveau, mais que c'était le PS qui faisait obstacle?

Le CD&V désormais seul dans la bataille

Derrière cette analyse simpliste de la politique belge se sont longtemps cachées des dynamiques qui apparaissent maintenant au grand jour, du fait de la composition si particulière du gouvernement Michel. C'est qu'au sein des gouvernements précédents, le CD&V a souvent pu rester retranché derrière le PS. Des propositions qui passaient mal au sein

de l'aile gauche des chrétiens-démocrates finiraient quand même par être bloquées par les socialistes francophones. Et si d'aventure le PS les acceptait, le mouvement ouvrier chrétien flamand pouvait difficilement attendre du CD&V qu'il s'y oppose encore.

Dans un gouvernement de centre-droit, il y avait toujours le CDH qui pouvait endosser le rôle du parti le plus à gauche. C'est bien pour cela qu'au cours de l'été 2014, Wouter Beke et Kris Peeters ont tellement insisté auprès du parti frère francophone pour qu'il em-

barque dans le gouvernement Michel avec eux. Et c'est parce que les chrétiens-démocrates francophones ont refusé que le CD&V se retrouve à batailler si dur pour obtenir des mesures sociales.

Il devient dès lors de plus en plus manifeste que le CD&V est un parti très différent de la N-VA et de l'Open VLD (ces deux partis divergeant également sur de nombreux points). Un parti avec un arrière-ban syndical, avec de nombreuses ramifications au sein de la société civile... Bien entendu, le glissement à gauche du CD&V n'est pas totalement exempt d'arrière-pensées électorales. Mais si le CD&V voit une opportunité de séduire des électeurs en adoptant un profil plus gauchiste, l'image d'une opinion publique flamande entièrement à droite est aussi à nuancer.

Cadeau empoisonné pour la N-VA

Que le CD&V ne se sent pas très à l'aise au sein du gouvernement Michel est donc assez évident. Cependant, le climat croissant de crise qui l'entoure représente encore moins un cadeau pour la N-VA. Pas seulement parce que

Bart De Wever avait revendiqué ce gouvernement comme sa "coalition de rêve" mais aussi parce que cette crise mine les fondements mêmes du discours communautaire de son parti. Le choix qu'a fait la N-VA de rentrer dans un gouvernement belge de centre-droit sans que le moindre pas supplémentaire soit fait dans la direction de l'autonomie flamande

était déjà un pari risqué. Parce que le danger existe de démontrer avec cette coalition qu'il n'est nul besoin d'une Flandre indépendante pour donner aux Flamands la politique de droite pour laquelle ils votent. Or, c'est là l'argument numéro un qui a été utilisé par les nationalistes flamands au cours des dernières années pour affirmer la nécessité de leur "confédéralisme".

Un peu ennuyeux, donc, que le gouvernement Michel démontre que la majorité flamande peut parfaitement jouer sur les politiques socio-économique et sécuritaire. En fait, ce gouvernement fédéral est un gouvernement flamand. Le rôle du monde politique francophone dans la gestion de la Belgique est pratiquement réduit à celui de médiateur entre les Flamands.

Tant que le gouvernement fédéral fonctionnait bien, la N-VA pouvait encore dire: *"Regardez, c'est à ça que ressemblerait une Flandre plus indépendante, mais tant que nous restons dans le cadre belge actuel ce sera au mieux*

temporaire parce que le PS risque de revenir aux affaires." Le gouverne-

ment Michel aurait pu devenir une sorte de vitrine pour le confédéralisme du parti: *"Pour consolider définitivement cette situation politique, nous devons opter pour l'autonomie de la Flandre."* Bien sûr, cet argumentaire avait encore beaucoup de points faibles (notamment le fait que pour réaliser le confédéralisme, il faudrait justement faire revenir le PS à la table) mais avec un bon emballage rhétorique, il était vendable.

Mauvaise pub pour les confédéralistes

Deux ans de gouvernement Michel ont donc sapé les fondements même de l'argumentaire N-VA. La majorité homogène flamande de centre-droit s'avère être un mythe. Les oppositions gauche droite paralysantes au sein du gouvernement belge qui étaient attribuées à la collision entre deux démocraties distinctes se sont manifestées pleinement au sein de la démocratie flamande dès l'entrée en fonction du gouvernement. Et les crises et crisettes

que ces tensions déclenchent rappellent de plus en plus les schémas classiques de la politique belge. Les partis flamands de centre-droit ne semblent pas avoir besoin du PS pour buter sur des blocages gauche droite successifs qui empêchent la mise en œuvre de réformes en profondeur.

Les pâles gouvernements flamands qui se sont succédé et qui ont tous copié la culture politique belge n'ont jamais constitué un étendard très probant pour l'autonomie flamande. L'équipe de Geert Bourgeois n'y fait pas exception, même si on pouvait en-

core prétendre que c'est parce que les compétences principales sont toujours dans les mains du fédéral.

Cependant, le gouvernement "flamand" Michel est tout aussi peu convaincant comme publicité pour les scénarios confédéralistes. D'autant qu'au sein d'une Flandre réellement indépendante, il n'y aura même plus de Premier ministre francophone pour recoller les morceaux entre ces Flamands qui s'entre-tuent.

→ Dave Sinardet publie une opinion dans "La Libre" un samedi sur deux.

**Deux ans
de gouvernement
Michel
ont démontré que
les partis flamands
de centre-droit
n'ont pas besoin
du PS pour buter
sur des blocages
gauche droite
successifs
qui empêchent
la mise en œuvre
de réformes
en profondeur.**